

AU COEUR DE LA PLUS VIEILLE GUÉRILLA D'AMÉRIQUE LATINE

En Colombie, une nation, deux Etats

MAURICE LEMOINE

Le président Andrés Pastrana avait déjà « démilitarisé » une zone de 42000 km² pour négocier avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Le 24 avril, il a annoncé l'établissement d'une autre enclave « sans présence militaire » afin d'entamer un dialogue avec le second groupe d'opposition armée, l'Armée de libération nationale (ELN). Néanmoins, sous couvert d'un « Plan Colombie » qui prétend consolider les mécanismes démocratiques et lutter contre le narcotrafic, M. Pastrana s'est vu promettre par Washington une aide de 1,6 milliard de dollars, essentiellement destinée à la contre-insurrection. Une logique de guerre froide qui rappelle l'Amérique centrale du début des années 80.

POPAYAN (Cauca), son centre colonial, son parc récréatif Colgate-Palmolive, ses graffitis : « *Oui à la mondialisation... des luttes populaires* » ; « USA nos USA » (les Etats-Unis nous utilisent)... Lorsque, s'enfonçant plus avant, on abandonne la prestigieuse route Panaméricaine, surgissent les chemins de terre, les hameaux délabrés, monte la sourde plainte des *campesinos* (1). « Je me souviens que mon papa achetait un porcelet 20 000 pesos et revendait le porc 320 000. Maintenant, le petit coûte 80 000 pesos et, après l'avoir engraisé, tu le vends 200 000 (2). » Les vaches, pareil. Une vache qui valait 500 000 pesos il y a cinq ans vaut toujours 500 000 pesos, mais, pour l'élever, tout a augmenté.

Tous vivent au bord de la piste. Ce sont des gens venus d'ailleurs qui possèdent les pentes riches et molles des *fincas* (3). Ce paysan, qui monologue, les yeux rivés sur sa tasse de café, y vend sa force de travail. « *Ils me payent le minimum mensuel, 235 000 pesos [702 francs]. Juste assez pour manger.* » Cet autre, heureux homme, possède un bout de terrain. « *Je n'ai pas de comptes très précis, mais, chaque mois, il doit me rentrer 180 000 pesos.* »

C'est la Colombie profonde, celle qui jamais ne fait l'actualité. Ses conflits de bornage, ses vendettas, ses histoires de terre arrachée aux puissants au terme de luttes sanglantes, forcément. Le groupe qui s'organise pour échapper à son triste sort et que d'aucuns prétendent diviser. « *Comme dans toute communauté, certains posent des problèmes. On leur a donné du temps, on leur a expliqué. Quelques-uns se sont améliorés, d'autres non.* » La vieille prudence paysanne chuchote les choses en évitant de les expliciter. « *Cela parvient aux oreilles d'autres personnes. Eh bon, arrive ce qui devait arriver. Poussés dehors, les uns s'en vont. Les autres meurent. Quant à savoir qui les a tués... Des forces étrangères au hameau. Il se peut que certains les aient vues, mais on ne sait pas qui c'est. Des forces qui surviennent pour résoudre les problèmes, en certaines occasions.* »

L'armée des pauvres

MÊME entre soi, on évoque peu le conflit armé. On dit que rôdent, « *là-haut* », des tueurs sans foi ni loi, à la solde de l'armée, des grands propriétaires... « *Celui qui entend dénoncer les injustices, à un moment ou à un autre, les paramilitaires lui tombent dessus.* » Quant à la guérilla... Mutisme, que trouble soudain la diatribe d'un paysan : « *Quand elle attaque un pueblo, elle le détruit et elle tue des civils, et avec les pylônes qu'elle fait sauter, le prix de l'électricité augmente, et qui c'est qui paye ? C'est nous !* » Il a jeté tout cela en vrac, comme pour se soulager. Nouveau silence dans le cercle de ses compagnons. Un jeune et robuste adulte n'y tient plus : « *Moi, je dis que la guérilla est l'armée des pauvres.* » Son voisin acquiesce discrètement. Le regard inquiet, un quatrième préfère détourner la conversation.

Dans cette région, du 1er au 25 novembre 1999, plus de 50 000 paysans, enseignants et indigènes, ont bloqué la route Panaméricaine (à cette hauteur, elle relie la Colombie à l'Equateur). Ils entendaient protester contre les coupes claires faites par le président conservateur Andrés Pastrana dans des programmes sociaux arrachés aux précédents gouvernements. Arrivent cinq bataillons, la police militaire, deux généraux, « *un déploiement de forces incroyable, on se serait cru au Vietnam !* ». Alors que l'on déplore les premiers blessés, mouvements populaire et indigène annoncent l'occupation imminente de Popayán. Le 25, dans la nuit, une com mission gouvernementale négocie, accorde 100 milliards de pesos (300 millions de francs), désamorce *in extremis* l'explosion annoncée.

Depuis, pour sauver leur peau, tous les dirigeants du mouvement se sont mis au vert et évitent de dormir deux nuits de suite dans la même maison. Mais ils n'en poursuivent pas moins leur travail militant.

Un hameau du Cauca que lacère une pluie lancinante (peu importe le lieu). Une femme, frileusement serrée dans son châle : « *Avec ce froid, on va encore faire des enfants ! Aïe, la vie, quel mal de tête...* » Deux syndicalistes en tournée (peu importe la branche). Une petite salle où des ruraux évoquent la dureté de la vie : le prix du lait (imposé par la multinationale) ; les postes d'enseignant (que supprime le gouvernement) ; les mamans (debout dès 4 heures du matin)...

Le syndicaliste prend la parole, après avoir beaucoup écouté. Dans ces confins du monde, il parle du Fonds monétaire international (FMI), du G 7, de la dette extérieure... « *Et que fait Pastrana ? Il obéit aux ordres ! Compañeros, ou vous vous organisez, ou les choses empireront.* » L'assemblée bruit de toutes ses souffrantes jointures. « *Il y a six ans, jette le dirigeant, la guérilla du M-19 a déposé les armes. Cela a-t-il résolu les problèmes du peuple ?* »

La question n'a rien d'anodin, à l'heure où, dit-on, du pays tout entier monte une clameur de paix. C'est un souffle unanime qui répond : « *Non, pour sûr que non !* » La conclusion semble si explosive qu'une paysanne manifeste son embarras. « *Est-il vrai que le syndicat a des liens avec la guérilla ?* » « *Ecoutez. Il y a différentes manières d'être avec la guérilla. Par engagement, collaboration ou sympathie. Elle a choisi sa voie, nous avons la nôtre. Mais elle ne gêne pas le mouvement populaire. Elle l'appuie.* » Sur cette réponse sibylline - mais si peu -, à chacun de se faire son opinion. Elle semble faite. Congratulations, embrassades, on se sépare en prenant rendez-vous pour une prochaine réunion « *parce qu'il faut, glisse un participant, que le syndicat nous donne une orientation* » .

Entre Bogotá (4 millions d'habitants) et San Vicente del Caguán (21 000 âmes), capitale du Caquetá et des Forces armées révolutionnaires de Colombie - Armée du peuple (FARC-EP), il n'y a qu'une heure de vol à bord de l'avion Dornier 328 de Satena, « *la ligne qui intègre la Colombie* » . Jamais le slogan n'a été aussi pertinent. Satena est gérée par les militaires. A San Vicente, l'équipage de l'armée de l'air et ses passagers civils sont accueillis par des guérilleros. Pourtant, on est en guerre. D'ailleurs, les militaires ne s'attardent guère, ils redécollent immédiatement.

L'armée venait de subir des revers phénoménaux - les capacités offensives de la guérilla ont crû spectaculairement ces dernières années (4). Dès son arrivée au pouvoir, le président Pastrana (élu le 21 1998) décide de négocier avec la guérilla la plus puissante, les FARC-EP, et rencontre personnellement leur chef, Manuel Marulanda (5). Malgré les virulentes critiques du ministre de la défense, des généraux et des Etats-Unis, le président reconnaît implicitement que les révolutionnaires ont pris les armes pour une cause juste, prévoit des mécanismes de dialogue et, pour mener celui-ci à bien, démilitarise cinq *municipios* : *San Vicente del Caguán, La Macarena, Vista Hermosa, Mesetas et Uribe. Une zone de 42 000 kilomètres carrés (grande comme la Suisse ou El Salvador), dont l'armée, le 7 1998, sort en traînant les pieds. Omniprésentes dans les campagnes environnantes, les FARC-EP investissent pacifiquement les bourgades et font de San Vicente leur tête de pont.*

Dans l'agglomération, aucune tension particulière (en apparence). Un gros bourg, plutôt plus propre que ses semblables, des camionnettes, des taxis jaunes et des volées de deux-roues, des cantinas bruyantes, quelques guérilleros en faction devant la Maison de la culture, leur PC (de jour ; ils se retirent quand vient la nuit).

San Vicente dort encore. A l'arrière du véhicule qui la quitte et troue les filoches de la nuit, une petite dame n'en finit pas de raconter sa vie. Elle est née en 1951 et elle se souvient d'un monsieur à qui on a coupé la tête - oui, et comment qu'elle s'en souvient ! Elle revoit aussi la *finca*. Il fallait aller chercher l'eau, le bois, travailler, travailler et encore travailler. Les cahots se montrant plus que raisonnables, le chauffeur conduit d'une seule main. « *Le gouvernement n'avait jamais rien fait. La route a été arrangée par la guérilla.* » « *Maintenant c'est tranquille, soupire la señora. Avant, à cette heure, on se serait fait égorger par les délinquants.* » Elle ajoute seulement que ces guérilleros sont très jeunes. Et qu'il y a, dans leurs rangs, beaucoup de femmes, vraiment très élégantes, « *vous avez vu, elegantísimas* » . Un peu plus loin, devant une ferme isolée, elle abandonne le véhicule . Celui-ci repart pour un trajet de plus de 100 kilomètres, vers un certain « *point de rendez-vous* » .

Dissimulé dans la forêt, le campement guérillero vit son existence quotidienne, mélange de discipline et de décontraction. Dans les allées qui séparent les alignées de *cambuches* - installations individuelles -, les rebelles s'activent, sanglés dans leurs uniformes impeccables bien que quelque peu disparates - du vert armée au noir en passant par les tenues camouflées. Ici, on est marxiste-léniniste, contre vents et marées. D'ailleurs, entre soi, on ne s'appelle pas *compañero*, comme dans tous les mouvements armés d'Amérique latine, mais *camarada*. Vêtu de son éternel T-shirt noir à l'effigie de Che Guevara, un bon sourire perçant sa barbe grisonnante, le *comandante* Raúl Reyes - numéro un de la délégation des FARC-EP à la table des négociations - s'en explique : « *Quels que soient les avatars du socialisme, la misère n'a disparu ni de Colombie ni du monde. Le capitalisme n'a rien résolu. Aujourd'hui plus qu'hier existent toutes les conditions pour continuer la lutte. L'Amérique latine est asphyxiée par le modèle néolibéral. La globalisation nous affecte tous.* »

Dire que les combattants, dans leur ensemble, manient un discours « marxiste » élaboré serait mensonger - ils sont si jeunes. Issus de familles paysannes de dix gamins vivant pieds nus, à douze ans ils ont commencé à aider leurs parents dans la *finquita* (6). Et quand bien même, fréquentant le primaire, ils ont appris à lire et à écrire, il n'existe aucun emploi. A seize ans, ils trouveront une femme, lui feront dix gamins et les élèveront à leur tour dans le même dénuement. Dans son Caquetá natal, le petit Manuel voyait passer la guérilla. « *J'étais enthousiasmé. Avec mes copains, vu la situation du pays, on jouait beaucoup à la guerre. Moi, j'étais toujours guérillero.* » Bien sûr, l'armée quadrille aussi le *campo*. « *Mais elle, c'était une autre affaire. Les militaires savaient que ma maman appartenait à l'opposition. Ils l'ont frappée à cause de ça.* » A quatorze ans (il en a aujourd'hui vingt), Manuel rejoint les FARC. « *A quatorze ans, chez nous, tu n'es plus un enfant. Tu as déjà une vue très claire de la situation.* »

C'est ainsi, confirme la *camarada* Olga Marín (membre de la commission politico-diplomatique), sans chercher à idéaliser la situation. « *Dans le secteur le moins conscient, ils ne savent évidemment rien du marxisme-léninisme. Ils voient passer nos combattants, bien armés, bien nourris, qui organisent des réunions avec la population. Ils n'ont pas beaucoup de perspectives, on vit mieux dans la guérilla que dans le campo, ils nous rejoignent.* » Ils retrouvent d'autres paysans arrivés sous la pression des *terratenientes* (propriétaires terriens), mais aussi des citadins et des professionnels laminés par la situation sociale, des militants et des syndicalistes ayant dû abandonner l'opposition légale pour échapper à l'assassinat.

Mince paysanne aux cheveux longs, Argeni avoue vingt-deux ans. Dans le *campo*, le savez-vous ?, règne le machisme : la femme y est doublement exploitée. Sexploitée, n'en parlons pas : misère et analphabétisme produisent rarement des gentlemen... Lorsque passait la guérilla, Argeni, sans autre avenir que celui de reproductrice à vie, apercevait des femmes capables de se battre et de discourir, traitées d'égal à égal par les combattants. Elle n'avait que seize ans. Quand ses parents se sont aperçus de son absence, elle était déjà loin (7). Depuis, elle n'a plus jamais lâché son arme.

Accusations de narcotrafic

DANS un campement traversé de couples se tenant tendrement par la main, mais arme à la bretelle (et contraceptifs dans la poche), c'est en soutien-gorge et kalachnikov qu'elle vaque à ses occupations. « *S'il y a un problème et que ton fusil est à 100 mètres, avant de l'avoir récupéré tu es déjà morte.* » Mourir, elle n'y tient pas plus que cela. Elle rêve de voir un jour une Colombie où régnerait la justice sociale et où les femmes seraient dignement traitées : « *Ici, c'est l'égalité. Il y a même des femmes comandantes. Le guérillero qui discrimine une femme est sanctionné.* » Depuis deux ans, on note un afflux spectaculaire de jeunes filles (de 30 % à 35 % des effectifs) au sein de cette « guérilla implacable » à la si détestable réputation.

Camionnettes et 4 5 4 stationnés en témoignent, les FARC-EP ne respirent pas le dénuement. La chère est abondante à la table des combattants. Sous la tente du « PC information », couverte par le ronflement discret de groupes électrogènes, une batterie d'ordinateurs connectés sur Internet cliquette à longueur de journée. Pour le haut commandement militaire et son mentor américain, l'explication d'une telle aisance porte un seul nom : narcotrafic !

Si San Vicente del Caguán est situé dans le Caquetá, les quatre autres *municipios* de la *zona de despeje* (zone démilitarisée) appartiennent au département voisin du Meta. Une région grande comme la France, peuplée de 1,5 million d'habitants : un aéroport, une route ! Personne n'y habite pour le plaisir. On y échoue poussé par la pauvreté. Un paysan, en plein Meta, se trouve à cinq jours de marche du bourg le plus proche. « *Sa seule alternative, c'est la guérilla ou les cultures illicites. Le conflit armé constitue une option pour ceux qui n'ont rien. Quant à la coca, contrairement à deux caisses de bananes, vous pouvez la sortir à pied.* » Argument classique, objectera-t-on, dans la bouche de rebelles soucieux de se dédouaner. Sauf que cette description nous est faite par M. Alan Jara Urzola, gouverneur du Meta...

La guérilla a vu la coca déferler à l'époque (les années 80) où militaires et élites politico-économiques trouvaient leur compte dans le trafic de cocaïne. Depuis, l'Etat et sa classe politique ont rompu avec leurs vieux alliés mafieux (8). Mais les paysans sont demeurés aussi pauvres. « *Ils sont notre base sociale! s'insurgent les dirigeants des FARC-EP, enragés par l'accusation qui veut faire d'eux les comandantes d'une « narcoguérilla » . Ce n'est pas à nous à les pousser à la famine en éradiquant les cultures illicites. Par ailleurs, les mafias aident l'armée à financer les paramilitaires. Pourquoi devrions-nous être les seuls à considérer ce fléau sous un angle éthique ? C'est avant tout un problème économique-social.* »

Là où n'ont été assurés ni le développement ni la sécurité alimentaire, c'est bel et bien la très néolibérale philosophie de l'avantage comparatif qui mène le pays tant à la guerre qu'à la narcoéconomie. Régulièrement accusées de n'être plus qu'un ramassis de *bandoleros* ayant perdu toute idéologie, les FARCEP, et elles ne s'en cachent pas, perçoivent un impôt sur la coca - parfois sur la pâte base (9) -, sur les *raspachines* (intermédiaires) qui mènent leur négoce sans être inquiétés. Jamais sur les paysans. Mais, de l'avis de tous les experts, elles ne disposent ni de réseaux d'importation d'intrants ou d'exportation du produit transformé, ni d'infrastructure de

laboratoires, encore moins de système de blanchiment de l'argent (10). « *Si nous possédions la fortune qu'on nous prête, raillent les comandantes, la révolution serait terminée depuis longtemps !* »

Lorsque, fin 1998, la *zona de despeje* est abandonnée par l'armée, les campagnes ne s'émeuvent guère. Il y a longtemps que, autorité invisible mais très présente, la guérilla y fait régner sa loi. Mais quand les troupes d'élite des FARC-EP font irruption dans les bourgades, et en particulier à San Vicente del Caguán, un vent de panique souffle sur un pan de la population. Comme l'ont fait dans tout le pays plus de 700 *pueblos* depuis longtemps abandonnés par les pouvoirs publics, et où les maires ne peuvent travailler tant qu'ils n'ont pas discuté avec cet Etat dans l'Etat, la bourgade découvre l'ordre guérillero. Quand les FARC-EP disent qu'on ne peut pas pêcher à la dynamite ou qu'il ne faut pas déboiser la forêt, ceux qui transgressent la loi en subissent les conséquences.

Qui tue est condamné à mort. Qui frappe une autre personne doit régler une amende (de 150 francs à 300 francs). Deux à trois mois de travail d'intérêt général pour les voleurs. Les *bazuqueros* (drogués) et revendeurs, tout comme les violeurs, sont sommés de s'amender ou de déguerpir (deux avertissements avant le dénouement fatal). Interdiction aux mineurs de boire de l'alcool ou de traîner dans les rues après minuit. A San Vicente, où l'on déplorait six morts par semaine - règlements de compte, rixes, délinquance -, on n'en a compté que six en un an depuis l'intrusion des FARC-EP (aidées, pour les tâches les moins rudes, par une police civique nouvellement formée avec des volontaires civils de la région).

Bilan social : deux entreprises de pompes funèbres ont dû fermer. « *En revanche, on n'a pas ôté le pain de la bouche des "camarades travailleuses sexuelles" ; il leur a simplement été recommandé de se faire discrètes dans la rue.* » Même appliquée avec souplesse, la méthode est musclée. Mais beaucoup d'habitants (pas tous, et moins que tous le maire, qui a vu son autorité sérieusement rognée) apprécient : « *Maintenant, on vit les portes ouvertes !* » Dans une Colombie déchirée par la violence commune (25 000 morts par an), le retour d'un Etat protecteur n'a pas de prix.

Une guerre civile

UNE partie de la ville pactise (une partie). A l'ar-rivée des guérilleros, la bourgade ne compte que cinq rues asphaltées. Sur la base d'un travail communautaire la plupart du temps joyeusement accueilli, ils entreprennent de civiliser le bourbier, fournissant asphalté et outils. Certes, ils savent se faire directifs. Dans cette région d'élevage, les camions partant avec du bétail sont sommés de ne pas réapparaître à vide, mais lestés du chargement d'asphalte qu'on leur fournit sur le chemin du retour.

La liberté individuelle en prend un coup, mais la ville se transforme - soixante rues asphaltées - à la satisfaction évidente des habitants. Pas du curé. Le *padre* Miguel tonne en chaire. « *Personne ne leur a demandé de paver les rues ! Leur travail communautaire, c'est du travail forcé. Ils sont en train de reproduire ce qu'ils ont fait en Sibérie.* » Le *comandante* Jairo Martínez s'en amuse. « *Evidemment. Avant notre arrivée, il y avait six morts par semaine à 130 000 pesos l'enterrement, plus la quête à la fin de la messe. On lui a cassé son petit commerce. C'est ça, nos dissidents...* »

Pas uniquement, l'histoire serait trop belle. Au cours des premiers mois, les dénonciations se multiplient sur les excès de la guérilla : fouilles, détentions de civils, assassinats sélectifs... « *Aujourd'hui cela va mieux* », tempère le *comandante* Raúl Reyes, sans toutefois nier les faits. Il leur fallait gérer, au sens propre du terme, un territoire grand comme le Salvador. « *Ce qui a été mis à l'épreuve, c'est notre crédibilité. Que n'aurait-on dit si, dans la zone, nous avions laissé s'installer ou perdurer le chaos ?* » Ce, pour l'ordre et la délinquance.

Reste la guerre, la vraie. Avant la démilitarisation, San Vicente abritait le bataillon Cazadores. Pendant des années, ses hommes ont psychologiquement travaillé la population. Lorsqu'il part, il laisse derrière lui des sympathisants, mais aussi des agents. Avec pour mission de multiplier les obstacles afin de provoquer la rupture du dialogue de paix. « *On possédait l'information et on a dû prendre des mesures sérieuses. Le problème, c'est que les agents infiltrés ne portent pas l'uniforme. Cela a généré les réclamations de ceux qui n'ont pas compris que ces gens, d'apparence anodine, collectaient des informations, localisaient nos cadres et sympathisants, préparaient sabotages et attentats.* »

Une quinzaine de « disparitions » dans la zone, d'après Amnesty International... On est là au coeur de la tragédie que bien peu osent appeler par son nom : une guerre civile (11). La même logique prévaut chez les paramilitaires. Avec une différence, qui n'a rien d'anodine. Ces derniers sont nés à la fin des années 60, dans le cadre d'une politique recommandée par les conseillers américains pour « casser » toute velléité de transformation sociale. Bras armé des narcotrafiquants à partir de 1985, supplétifs de l'armée pour accomplir les basses besognes (12), regroupés depuis avril 1997 au sein des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ils massacrent les bases sociales, réelles ou supposées, de la guérilla. « *Dans cette guerre, beaucoup de civils succombent, admet leur chef, Carlos Castaño. Savez-vous pourquoi ? Parce que les deux tiers de la force effective de la guérilla n'ont pas d'armes et agissent en tant que population civile* (13). »

« La paix des riches »

LE 28 mai 1984, lorsque fut signé un cessez-le-feu entre le gouvernement de M. Belisario Betancur et les FARC-EP, le pouvoir s'engagea à lancer une série de réformes politiques, économiques et sociales. Il établit un délai d'un an pour permettre au mouvement armé de s'organiser politiquement. En novembre 1985, les FARC-EP lancent un nouveau et large mouvement, l'Union patriotique (UP), lequel participe avec succès aux élections de 1986 : 350 conseillers municipaux, 23 députés et 6 sénateurs élus au Congrès. Une vague d'assassinats sans précédent fauche alors plus de 4 000 dirigeants, cadres et militants de l'UP (et du Parti communiste). « *Cette erreur, nous ne la référons pas.* » D'ores et déjà la guérilla a annoncé que, quand bien même seraient signés des accords de paix, elle conserverait ses armes.

Dès lors, dans cette Colombie de l'exclusion sociale, où tant le Parti libéral que le conservateur défendent les intérêts économiques de l'oligarchie, la guerre reprend, s'étend. Dont ne peut seul faire état un décompte scrupuleux (et terrible) des victimes, mettant sur le même plan tous les belligérants. Même si la guérilla, effectivement, ne répugne pas aux méthodes les plus dures, impose la *vacuna* (« vaccin » : l'impôt révolutionnaire), pratique des enlèvements contre rançon (qui lui aliènent la sympathie des classes moyennes), fait élire maires et conseillers municipaux de son choix en pratiquant l'intimidation, et, lorsqu'elle décide de la prise d'un *pueblo*, utilise des bonbonnes de gaz entourées de bâtons de dynamite, armes qui, inévitablement, tuent également des civils.

C'est le seul point sur lequel, d'ailleurs, assumant tout le reste, la guérilla se défend. Dans un document intitulé « Recommandations à la population civile », elle lui a enjoint : « *Ne permettez pas que des casernes et des bases militaires soient construites à proximité de vos logis, car nous sommes en guerre.* » Mais comment empêcher, lorsqu'on est un citoyen ordinaire, que les forces armées viennent se nicher, précisément, au cœur de la population ?

L'armée fulmine : à l'abri de la *zona de despeje*, les FARC-EP stockent des armes, recrutent et forment des combattants. Haussement d'épaules de la *camarada* Olga Marín. « *Les troupes qui sont dans cette zone y ont toujours été. On a toujours recruté, on s'est toujours entraîné. Ce qui se passe, c'est qu'ils ne se sont jamais rendu compte qu'il y avait autant de monde ici !* » Effectuant un va-et-vient permanent entre Bogotá et Washington, la haute hiérarchie militaire enfonce un autre clou : la démilitarisation de cette zone stratégique permet aux troupes d'élite de la guérilla de se projeter sur de proches théâtres de combat, puis de revenir se mettre à l'abri dans leur sanctuaire.

La pression est telle que le président Pastrana reprend les accusations à son compte. La réaction ne se fait pas attendre. « *Nous avons dit au chef de l'Etat que s'il ne peut pas continuer à dialoguer parce que les gringos [Nord-Américains] ne lui permettent pas, ou parce que l'armée et les groupes économiques l'en empêchent, nous lui ren drons les agglomérations, interromprons le dialogue, et que la confrontation reprendra dans ces cinq municipios comme elle se déroule dans le reste de la Colombie.* » Ensuite, pour que les choses soient claires, les FARC-EP lancent de très violentes offensives qui bousculent l'armée aux quatre coins du pays, à des centaines de kilomètres de la zone démilitarisée.

Le 23 septembre 1999, le président Pastrana est rentré de Washington après avoir obtenu une promesse d'aide de 1,6 milliard de dollars sur trois ans pour affronter le narcotrafic - en réalité la guérilla. Sous le prétexte élastique de la guerre à la drogue, les Etats-Unis disposent en Colombie de 300 à 400 conseillers civils et militaires. Un premier bataillon « antinarcotique », formé par 67 instructeurs *gringos*, a vu le jour. Deux autres doivent le suivre, dont le véritable rôle est de reprendre les territoires contrôlés par les FARC-EP. Malgré les négociations, c'est la guerre qui se profile, irrémédiablement. Dans une Colombie plus divisée qu'il n'y paraît...

On n'a voulu retenir, de ces derniers mois, que la manifestation massive du 24 octobre 1999, laquelle a jeté dans la rue des millions de Colombiens, un petit ruban vert à la boutonnière, au cri de « *No más* » (« ça suffit »). On n'a guère remarqué - et ce n'est pas faire injure aux participants de bonne foi que de le constater - que cette aspiration à la paix a été instrumentalisée par un establishment cherchant à en finir rapidement avec la guérilla pour pouvoir continuer à jouir sans danger de l'ordre traditionnel. Un battage médiatique sans précédent appela à la manifestation, campagne menée par les quotidiens *El Tiempo*, *El Espectador*, les chaînes de radio et de télévision, propriétés de l'oligarchie. Et bien peu ont songé à interroger l'autre « société civile », celle qui, oubliée par les classes moyennes, vit au quotidien la monotonie du dénuement.

C'est, dans un quartier marginalisé de Popayán, le rire d'une vieille femme qui, pendant toute son existence, a lutté pour survivre : « *Ça ? C'est la paix des riches ! Non, je n'ai pas manifesté.* » C'est tel dirigeant d'organisation non gouvernementale : « *Les gens sont fatigués de la guerre, mais ils sont aussi fatigués d'avoir faim. On ne peut limiter la paix au seul silence des fusils.* » Ce sont les multiples dirigeants d'organisations populaires qui, secrètement, maintiennent un dialogue et un contact constant avec la guérilla.

C'est aussi l'un des dirigeants d'une grande organisation syndicale : « *On organiserait demain une manifestation*

sur le thème de la justice sociale, il y aurait une foule bien plus imposante dans les rues. Mais ça, on ne le peut pas. » Lors de la dernière grève générale, en septembre 1999, deux de ses compagnons ont été tués, plus de deux cents autres emprisonnés (vingt-sept dirigeants syndicaux ont été assassinés en 1999 - trois mille depuis 1986). Tout en exprimant quelques divergences à l'égard du mouvement armé - « ... son fonctionnement trop vertical, son emprise parfois brutale sur la population... » -, il n'en approuve pas moins ce dernier lorsqu'il annonce que la paix ne saurait se réduire à la seule signature d'un morceau de papier, ou à la remise des armes, mais doit mener à une réelle transformation du pays. « Dans la situation qui est la nôtre, la guérilla doit maintenir la pression. »

« Le marxisme-léninisme doit être rénové et s'ajuster à la nouvelle réalité du monde, réfléchissait en décembre 1999, dans la forêt, le commandant Raúl Reyes. On ne peut plus penser construire un socialisme à la soviétique, à la chinoise, à la vietnamienne, à la cubaine... On est dans un autre moment de l'histoire, à l'époque du cyberspace et d'Internet. Il faut mettre les instruments de la science et des techniques au service des processus économiques, politiques et sociaux. » Début février 2000, il a troqué son uniforme de campagne pour un costume trois pièces et, en compagnie d'une délégation du gouvernement et de représentants du secteur privé, s'est rendu à Stockholm (puis dans d'autres capitales européennes) pour analyser « les modèles politiques et économiques des pays scandinaves et leur possible application dans un pays d'Amérique du Sud » .

Recherche, par les uns et les autres, d'une nouvelle voie ? Peut-être. Mais pas seulement. Les vents venus de Washington soufflant sur les feux de la guerre, il s'agit aussi de ne pas apparaître face au pays comme celui qui, par son intransigeance et son absence d'ouverture, fait perdurer le conflit. Et, en sensibilisant l'Europe, d'échapper à l'étouffant tête-à-tête avec les Etats-Unis.

MAURICE LEMOINE

- (1) *Campo* : campagne ; campesino : paysan.
- (2) 1 franc français = 300 pesos.
- (3) Exploitation agricole. Propriétaire : le *finquero*.
- (4) Outre les FARC-EP (entre 15 000 et 18 000 combattants, peut-être même davantage), environ 5 000 hommes de l'Armée de libération nationale (ELN) opèrent dans le pays. Plus quelques centaines d'hommes de l'Armée populaire de libération (EPL).
- (5) Jeune paysan poursuivi par les conservateurs pendant la période connue comme La Violence (300 000 morts), Manuel Marulanda *alias* « Tirofijo » (tir juste), fonde une première guérilla libérale en 1948, dans le Quindío. Adoptant une position marxiste classique, les autodéfenses paysannes deviennent les FARC en 1966.
- (6) Minuscule propriété.
- (7) La règle générale (plus ou moins respectée, l'exemple en est donné ici) est l'existence d'une autorisation parentale pour incorporer des mineurs dans la guérilla.
- (8) Toutefois, de multiples affaires rappellent en permanence les liens existant entre narcotrafic et armée, paramilitaires, establishment économique et politique - jusqu'à l'ambassade des Etats-Unis
- (9) Première étape, très artisanale, de la transformation de la coca en cocaïne.
- (10) Même s'il n'est pas exclu que, vu l'extension territoriale du conflit, quelques fronts échappent, de fait, au contrôle du commandement central (présents dans plus de 40 % des communes colombiennes, les combattants des FARC-EP opèrent sur soixante fronts d'au minimum cent combattants chacun).
- (11) Aux 1,5 million de personnes déplacées de leurs lieux d'origine par la guerre entre 1985 et 1998 se sont ajoutées 200 000 personnes de janvier à août 1999 (Unicef-Codhes - Consultoria para los derechos humanos y el desplazamiento, Bogotá, 1999).
- (12) Voir le rapport explosif de Human Rights Watch sur la collusion entre paramilitaires et militaires : « Colombia's Military Linked to Paramilitary Atrocities » , New York, 23 février 2000.
- (13) Interview de Carlos Castaño par Castro Caycedo, in *En secreto*, Editorial Planeta, Bogotá, 1996.